

Malgré un petit oui au projet, il a manqué une voix au Conseil des Etats pour libérer les 31 milliards destinés à l'achat des avions de combat Gripen.

PAGE 16

GENÈVE Une promenade du week-end vaut à une journaliste et militante des droits de l'homme ouzbèke une plainte de son propre gouvernement.

Mauvais roman au bout du Léman

ANNE LORESCI

«Comment dit-on Coligny en russe? La question surprend: «Et comment dit-on Tichbost, en français, Mutabar?» Mutabar Tadjibaeva rigole et précise le sens de sa question: «Je me demandais simplement si cela ne voulait pas dire kolonia?».

En russe, kolonia, sans adjectif, est souvent utilisé comme l'équivalent de colonie pénitentiaire. Un mot tout sauf amusant pour Mutabar Tadjibaeva, qui a passé trois ans dans les prisons de son pays, l'Ouzbékistan, pour avoir critiqué les violations des droits de l'homme (voir encadré).

L'argent du régime

Elle participait, la semaine dernière, à Genève, à une table ronde sur l'Ouzbékistan. Besoin d'international du film et forum sur les droits humains, qui programment un documentaire sur son pays, réalisé par le journaliste danois Michael Andersen. Sachant que la fille du président ouzbèke Islam Karimov, Gulnara Karimova, possède une maison dans la commune huppée de Coligny, près de Genève, elle décida d'aller voir à quoi est utilisé l'argent «du régime de mon pays».

«Quelle horreur, qui man que de goût», s'étonne Craig Murray, qui l'accompagne, avec Michael Andersen, Mutabar Tadjibaeva. Les rues vides et gyties de Coligny pourraient faire penser à une sorte de kolonia de luxe, ou plutôt à une succession de cages dorées, avec garages privés et caméras de surveillance. La seule vit qui semble s'y dérouler, ou plutôt qui y roule, glisse silencieusement dans des voitures aux vitres teintées, conduites par des chauffeurs aux allures de gardes du corps.



La fille du président ouzbek Gulnara Karimova, ici à la Fashion Week de Moscou, en avril 2011, possède une maison dans la commune très huppée de Coligny. EPF/S&P

Ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan, Craig Murray a découvert, il y a une dizaine d'années, les plures des violations des droits de l'homme commises dans ce pays. Il brisa la loi du silence diplomatique, ce qui lui valut son renvoi du Foreign Office, pour lequel il travailla depuis près de vingt ans.

Pas de lumière, pas de bruit

Également présent à Genève pour le film de Michael Andersen, il n'aurait pour rien manqué («Absolutely, I will go») de cette promenade instructive.

«Je m'intéressais à ce que ça change de plus temps silencieusement», s'amuse-t-il, en découvrant enfin la demeure de Gulnara Karimova. Une villa en un terrain de 2473 m² qui, de la rue, fait peu moins que la villa voisine, enroulée d'une barrière dorée. Pas de nom sur la porte à lettres, dans laquelle Craig Murray et Mutabar Tadjibaeva glissent en riant leur carte de visite, pas de lumière, pas de bruit. Ce n'est qu'au moment où la petite compagnie s'apprête à rebrousser chemin qu'une discussion commence entre un occupant de la maison et les visiteurs.

Déjà retournée en France, où elle réside, Mutabar Tadjibaeva a désormais tout le temps de méditer sur l'inné de son sort. Il ne lui aura pas suffi d'être torturée, violée, humiliée chez elle. Il lui manquait encore une plainte à Genève. C'est chose faite. ☐

Un homme en survêtement sportif ouvre la grille d'entrée. S'engage un curieux dialogue entre Mutabar Tadjibaeva, la journaliste danoise et le gardien, lequel dément tout lien entre cette maison et la république d'Ouzbékistan, précisant simplement qu'il s'agit d'un «territoire gouvernemental». Après que Mutabar Tadjibaeva a montré sa carte d'identité, le petit groupe rebrousse chemin.

Plaintes sans frontière

C'est le lendemain, le dimanche, que Mutabar Tadjibaeva commença, par un coup de téléphone de la police genevoise, qu'elle fait l'objet d'une plainte de la mission ouzbèke auprès de l'ONU. Dans la version de celle-ci, c'est un «diplomate» qui a entourné «votre. Les visiteurs auraient «enté deserte dans la cour, par un coup de téléphone au filmant à l'issue d'une course».

Déjà retournée en France, où elle réside, Mutabar Tadjibaeva a désormais tout le temps de méditer sur l'inné de son sort. Il ne lui aura pas suffi d'être torturée, violée, humiliée chez elle. Il lui manquait encore une plainte à Genève. C'est chose faite. ☐

UNE OPPOSANTE DÉCIDIÉE

C'est en octobre 2005 que Mutabar Tadjibaeva, journaliste indépendante et militante des droits de l'homme ouzbèke, fut arrêtée dans son pays. Elle a été condamnée à huit ans de prison, notamment pour les critiques qu'elle a exprimées vis-à-vis de son gouvernement, suite à ce qu'il ses détenus censés d'appeler les «événements d'Andijan», du nom d'une petite ville située dans le sud du pays.

En mai 2005, des manifestations, qui eurent lieu plusieurs milliers de personnes, avaient été durement réprimées par les forces de l'ordre, provoquant près d'un millier de morts parmi des civils, selon plusieurs organisations non gouvernementales. Les autorités, de leur côté, avaient annoncé un chiffre de près de 120 morts, évoquant la présence de «terroristes» parmi les manifestants.

Dans un film du journaliste danois Michael Andersen, rappellent ces événements et présentés à Genève vendredi dernier, Mutabar Tadjibaeva — récompensée par des prix des droits de l'homme, alors qu'elle était encore en prison — évoque les vites, la torture et les humiliations dont elle a été l'objet depuis sa détention. Sa peine sans réduction et elle sont libérée en juillet 2013. Elle vit actuellement en France. ☐